

Revenu fixe Counsel, série A

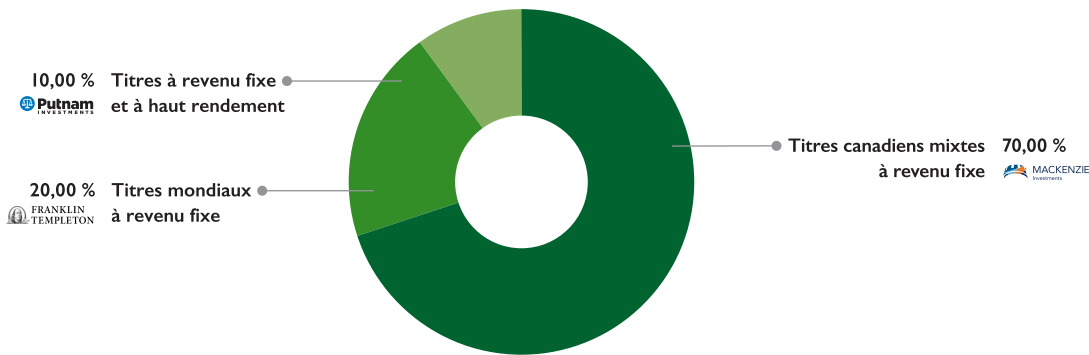
31 août 2026

Le fonds vise à fournir un niveau élevé de revenu en investissant dans instruments du marché monétaire, principalement d'excellentes obligations d'État et de sociétés canadiennes, des titres convertibles, des fiducies de revenu, des titres hypothécaires, ainsi que des actions ordinaires et privilégiées donnant droit à des dividendes.

Est-ce le bon portefeuille pour vous?

- Offre la possibilité d'un revenu fiable en investissant principalement dans d'excellentes obligations d'État et de sociétés canadiennes, des obligations nord-américaines à haut rendement et une sélection d'obligations et de devises mondiales.
- Des distributions mensuelles.

Répartition neutre du portefeuille¹



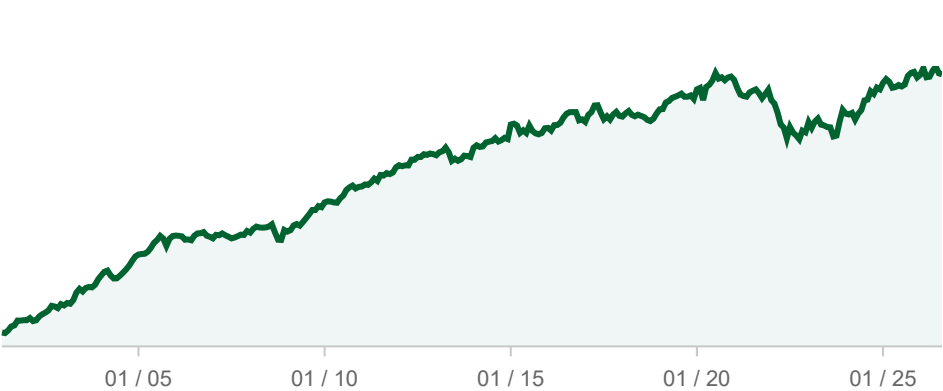
Rendement annualisé (%)

Période	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Rendement depuis la création
Série A	-0,2	-0,8	-1,4	2,4	4,3	0,7	0,9	3,5

Rendement (%) rendements par année civile

Période	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	ACJ
Série A	2,3	0,9	0,6	3,6	5,3	-3,0	-9,9	5,8	5,0	2,8	0,7

Rendement historique (%) Valeur actuelle de 10 000 \$



Données importantes

Type de fonds	Revenu fixe mondial de base plus
Fund code	CGF010
Date de création	31 mai 2001
Frais de gestion	1,10 %
Frais d'administration	0,20 %
RFG (31 mars 2026)	1,41 %
Actifs nets (millions de \$)	664,6 \$
Nombre de titres	995

Gestion du fonds

Placements Mackenzie, Putnam Investments et Franklin Advisers, Inc.

Fréquence des distributions

Revenu	Mensuelle
Gains en capital	Annuelle
Distributions	0,05 \$

Les distributions représentent les distributions annuelles versées au cours de l'année 2025

Tolérance au risque

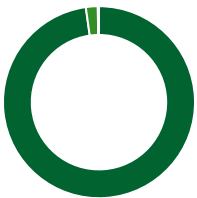
Faible

Placement

min.	Subséq.	Admissibilité au REER
500 \$	100 \$	Oui

Revenu fixe Counsel, série A

Comment le fonds investit² en date du 30 juin 2026



Répartition de l'actif	(%)	Répartition géographique	(%)	Répartition sectorielle	(%)
Obligations Domestiques	72,5	Canada	73,6	Revenu fixe	97,8
Obligations Étrangères	25,4	États-Unis	13,4	Espèces et quasi-espèces	2,0
Espèces et équivalents	2,0	Malaysia	1,3	Services financiers	0,1
Actions américaines	0,1	Brésil	1,2	Autres	0,1
		Corée (République de)	1,2		
		Australie	1,2		
		Afrique du Sud	1,1		
		Inde	0,9		
		Mexique	0,8		
		Autres	5,2		

Principaux titres

Titres en vigueur	% de la VL
Gouvernement du Canada 1,50 % 01-jun-2031	4,3
Gouvernement du Canada 3,25 % 01-sep-2028	3,0
Gouvernement du Canada 3,25 % 01-jun-2035	3,0
Gouvernement du Canada 2,75 % 01-sep-2030	2,9
Province de Québec 4,40 % 01-déc-2055	2,6
Province of Ontario 3.90% 02-Jun-2036	2,4
Province de l'Ontario 3,95% 02-déc-2035	1,9
CPPIB Capital Inc 4,30 % 02-jun-2034	1,6
British Columbia Invst Mgmt Corp 4.00% 02-Jun-2035	1,4
Trésor des États-Unis 2,38 % 15-fév-2055	1,3
Totale	24,4

Caractéristiques du portefeuille	
Rendement du dividende	4,3 %
Rendement à l'échéance	4,3 %
Durée moyenne (années)	6,2
Cote de crédit moyenne	A-
Coupon moyen	4,3 %

Communiquer avec nous

Centre de service à la clientèle 1-844-730-1633
Site Web de la société www.counselportfolios.ca/fr-ca

Qualité de crédit moyenne

AAA	AA	A	BBB	BB	B et moins
4,9	51,0	14,1	20,5	7,3	2,2

Durée: Obligations seulement (%) en années

< 1	1 - 5	5 - 10	10 - 20	> 20
5,0	34,6	39,2	3,7	17,4

Revenu fixe Counsel, série A

Pourquoi investir dans les portefeuilles Counsel

Notre équipe de gestion de portefeuilles crée et gère nos portefeuilles à l'aide d'une analyse approfondie afin de répondre aux besoins de nombreux profils de risque d'investisseur. Nous adoptons une approche impartiale dans le choix de nos gestionnaires de fonds en incorporant une méthodologie exclusive et disciplinée pour chercher et sélectionner des gestionnaires d'actifs indépendants dans le monde entier. Chaque gestionnaire est surveillé et tenu responsable de son mandat afin de garantir à nos investisseurs les meilleures chances d'atteindre leurs objectifs financiers.

Commentaire du fonds T2 2026

Les commentaires et les opinions sont fournis par Franklin Advisers, Inc., Putnam Investments Canada et Mackenzie Financial Corporation

Commentaires sur les marchés

Les données sur la croissance mondiale au cours du trimestre ont brossé un tableau généralement résilient malgré le conflit persistant au Moyen-Orient, même si la zone euro est demeurée une zone de faiblesse. Les taux d'inflation ont surtout augmenté, en partie parce que la hausse des prix de l'énergie liée au conflit a alimenté les données. Le dollar américain a légèrement progressé, soutenu par une vision plus offensive des taux d'intérêt directeurs aux États-Unis. La Réserve fédérale américaine (Fed) a laissé son taux directeur inchangé, mais a adopté un ton plus musclé à la fin du trimestre, tandis que plusieurs autres banques centrales des marchés développés, dont la Banque centrale européenne et la Banque du Japon, ont relevé les taux d'intérêt. Les banques centrales des marchés émergents ont eu des réactions plus contrastées. Sur les marchés obligataires, les taux des obligations d'État des marchés développés ont été contrastés, tandis que ceux des marchés émergents ont généralement reculé dans la plupart des régions.

Les marchés des titres à revenu fixe ont progressé au cours du trimestre. Les marchés ont démarré sur une note d'incertitude, marqués par la volatilité entourant les manchettes sur l'IA et leur incidence sur les logiciels, ainsi que par le risque géopolitique accru au Moyen-Orient. La confiance s'est améliorée au fil du trimestre, soutenue par la résilience des données fondamentales, les solides bénéfices des sociétés et l'amélioration des conditions macroéconomiques après l'accord de cessez-le-feu. Les taux des obligations du Trésor américain, volatils au cours du trimestre, ont terminé le trimestre en légère hausse. Dans ce contexte, les obligations de sociétés à rendement élevé ont inscrit des rendements positifs en raison du resserrement des écarts de taux. Le taux de défaillance des obligations américaines à haut rendement est resté inférieur à sa moyenne à long terme, l'offre de nouvelles émissions s'est portée bien et les fonds à haut rendement ont attiré des entrées de capitaux.

Le Canada a passé le deuxième trimestre de 2026 à se demander s'il était en récession. La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,25 %, en avril et en juin, l'inflation de base s'approchant de 2 % et la répercussion des hausses des prix de l'énergie étant faible. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,5 % en avril par rapport au mois précédent, ce qui a quelque peu ébranlé le scénario de récession, même si l'estimation préliminaire du PIB pour mai n'a affiché qu'une hausse de 0,1 % sur un mois.

Revenu fixe Counsel, série A

La faiblesse des données économiques a fait baisser les taux obligataires canadiens sur l'ensemble de la courbe des taux. Les actifs risqués ont fait fi de la hausse antérieure des taux, les actions demeurant résilientes et l'accent étant mis sur le commerce lié à l'IA, aux sociétés à très grande échelle et aux fabricants de puces. Les obligations de catégorie investissement sont restées extrêmement serrées par rapport aux normes historiques, malgré de fortes émissions, y compris une émission canadienne record d'Alphabet Inc., vite éclipsée par une émission d'Amazon.com Inc. Les rendements globaux intéressants et le rééquilibrage de la répartition de l'actif liés à la vigueur des marchés boursiers ont continué d'alimenter les flux de capitaux positifs sur les marchés canadiens et américains des titres à revenu fixe, aidant ainsi le marché à absorber une forte offre d'obligations. Au premier semestre de 2026, l'offre au Canada et aux États-Unis a augmenté d'environ 33 % et 58 %, respectivement, par rapport au premier semestre de 2025.

Rendement

Les stratégies de taux d'intérêt ont le plus contribué au rendement, suivies des positions de change et des placements en titres de créance souverains.

La surpondération de la durée (sensibilité aux variations de taux d'intérêt) en Afrique du Sud et au Kazakhstan a contribué au rendement. Côté devises, la surpondération du peso colombien, du rand sud-africain et de la livre sterling égyptienne a contribué au rendement, tout comme l'exposition aux titres de créance souverains libellés en dollars américains.

La sous-pondération de la durée dans la zone euro a nui au rendement.

La sélection des titres dans les secteurs des technologies de l'information, des jeux, de l'hébergement et des loisirs ainsi que de l'alimentation et des boissons a contribué au rendement. La sélection des titres non notés, comme les obligations convertibles et les émetteurs domiciliés dans les îles Caïmans, a également contribué au rendement.

Seagate Technology Holdings plc a contribué au rendement du Fonds, car la position surpondérée a profité de la hausse du titre sous-jacent, qui a poursuivi sa dynamique haussière. La surpondération de Viking Cruises Ltd. et l'exposition hors indice à The Chef Warehouse, Inc. ont également contribué au rendement.

La sélection des titres dans les secteurs de la radiodiffusion et de la santé a nui au rendement, tout comme la sélection des titres cotés CCC et le positionnement des liquidités du Fonds.

Une exposition surpondérée à Crescent Energy Co. a terni le rendement, car l'action sous-jacente a chuté en raison de la baisse des prix de l'énergie. La surpondération de Charter Communications, Inc. et d'EW Scripps Company a également nui au rendement.

Les obligations d'État canadiennes (3,5 %, échéant le 01/12/2057) ont contribué au rendement du Fonds. De l'avis du sous-conseiller, ces obligations ont apporté une exposition de haute qualité et de longue durée (sensibilité aux taux d'intérêt), et ce, à un taux de rendement relativement intéressant, et elles devraient avoir des retombées positives si un ralentissement de la croissance ou une modération de l'inflation venait à faire baisser les taux d'intérêt à long terme.

La pondération et la sélection des obligations d'État ont contribué au rendement.

Revenu fixe Counsel, série A

Les obligations d'État canadiennes (3,5 % échéant le 01/09/2029) ont été moins avantageuses que l'indice de référence et ont donc pesé sur le rendement du Fonds. En raison de leur durée plus courte, ces obligations ont connu une hausse moindre que les obligations à plus longue échéance lorsque les taux canadiens à long terme ont diminué. De l'avis du sous-conseiller, ce résultat reflétait davantage un positionnement sur la courbe des taux qu'une quelconque inquiétude à l'égard de la qualité du crédit au Canada.

Activité du portefeuille

Le sous-conseiller a ajouté une position en Hongrie et vendu la position au Ghana.

Le sous-conseiller a ajouté Edged Compute LLC, augmenté Oak Eagle AcquireCo Inc., vendu QXO, Inc. et réduit Nexstar Media Group, Inc.

Le sous-conseiller a augmenté CU Inc. (4,085 %, échéant le 02/09/2044) pour tirer un revenu supplémentaire d'un service d'intérêt public réglementé très bien coté. De l'avis du sous-conseiller, les réseaux diversifiés d'électricité et de gaz naturel de la société génèrent des flux de trésorerie relativement prévisibles, tandis que la réglementation favorable et le financement prudent soutiennent sa capacité à rembourser sa dette à long terme.

Le sous-conseiller a vendu les obligations d'État canadiennes (3,0 %, échéant le 01/02/2027) vu que leur échéance imminente offrait un potentiel limité en termes de revenus résiduels et de plus-value. Le produit a été réinvesti sur des titres d'État à long terme offrant des taux de rendement plus élevés et une plus grande sensibilité à une baisse potentielle des taux d'intérêt canadiens.

Le sous-conseiller a réduit la pondération de la province de l'Ontario (3,95 %, 02/12/2035) afin de gérer la concentration en Ontario et de réinvestir le capital sur des titres à long terme offrant un meilleur potentiel de rendement et de durée. De l'avis du sous-conseiller, cette décision tenait compte de la valeur relative et des besoins d'emprunt considérables de la province, plutôt que d'une détérioration importante de la solvabilité de l'Ontario.

Perspectives

De l'avis du sous-conseiller, l'incertitude entourant la croissance et l'inflation découlant du conflit au Moyen-Orient a dominé les perspectives économiques mondiales, et le sous-conseiller suit de près l'évolution de la situation. La croissance mondiale devrait ralentir légèrement, les marchés émergents, en particulier en Asie, devant croître plus rapidement que les économies avancées. Le sous-conseiller souligne que les effets du conflit sur les marchés émergents ne sont pas uniformes et doivent être évalués pays par pays, compte tenu des facteurs comme l'intensité énergétique de la production, les conditions macroéconomiques initiales et les interventions politiques.

Le sous-conseiller maintient l'opinion selon laquelle le dollar américain, largement surévalué, pourrait se déprécier à moyen terme, même si une certaine vigueur à court terme pourrait persister en raison du conflit. Le sous-conseiller estime que l'orientation vers des actifs non américains pourrait constituer une tendance durable et qu'il envisage d'en tirer parti comme source de rendement, en identifiant des occasions bien choisies parmi les actifs des marchés émergents libellés dans des devises autres que le dollar. Les points de vue de base sur les régions demeurent largement inchangés. Le sous-conseiller voit du potentiel dans certaines parties de la région Asie-Pacifique, notamment en Australie, ainsi qu'en Amérique latine, et privilégie

Revenu fixe Counsel, série A

les pays dotés de politiques macroéconomiques solides, offrant des rendements relativement élevés et dont la monnaie est sous-évaluée. Le sous-conseiller entrevoit également des occasions sur certains marchés émergents et frontaliers, en monnaie locale et en monnaie forte, y compris dans certains pays africains où les réformes ont amélioré les données fondamentales.

Au nombre des évolutions récentes observées dans les pays où le Fonds investit figurent le retrait de la Grèce du suivi du déséquilibre macroéconomique de la Commission européenne, ses vulnérabilités s'étant atténuées, le relèvement de la cote de crédit de l'Afrique du Sud, qui reflète les progrès réalisés en matière d'assainissement budgétaire, ainsi qu'une série de mesures prises en Inde visant à attirer les capitaux étrangers et à stabiliser les marchés. La plupart des exportations mexicaines vers les États-Unis devraient également échapper aux nouveaux tarifs douaniers à l'issue des consultations commerciales.

De l'avis du sous-conseiller, les données fondamentales des sociétés se sont montrées résilientes et les facteurs techniques du marché ont été favorables, tendances qui pourraient persister, parallèlement à des épisodes de volatilité liés à la politique américaine et aux tensions géopolitiques. Le sous-conseiller relève l'incertitude persistante quant au rétablissement des flux commerciaux réguliers de pétrole, de gaz et d'autres matières premières via le détroit d'Ormuz. Au sujet des valorisations, les écarts de crédit restent élevés par rapport aux niveaux historiques, mais, selon le sous-conseiller, ils sont justifiés dans un contexte de faible taux de défaillance et d'ouverture des marchés financiers. Le sous-conseiller s'attend à ce que la Fed continue de dépendre des données.

Le sous-conseiller s'attache aux données fondamentales des sociétés, à la santé de leur bilan, à leurs flux de trésorerie disponibles et à la résilience de leurs titres de créance face au ralentissement de la croissance, et demeure prudent à l'égard des titres en grande difficulté. Les données techniques du marché demeurent solides, la demande étant stable et les nouvelles émissions étant constantes, et les taux de rendement et les cours inférieurs à la valeur nominale du dollar demeurent intéressants, même si les écarts de taux se situent à des niveaux que le sous-conseiller juge justes plutôt qu'intéressants. Parmi les risques que surveille le sous-conseiller se démarquent une inflation plus élevée que prévu, des choix de politiques malavisés, un ralentissement économique plus marqué et une intensification des tensions géopolitiques.

Les opinions divergent sur la possibilité que la Fed relève les taux d'intérêt au cours des prochains mois. À en croire certains acteurs, les récentes déclarations fermes du président de la Fed, Kevin Warsh, constituent un signal, tandis que d'autres considèrent que le durcissement de ton est inévitable, étant donné la nécessité de faire preuve d'indépendance à l'égard d'une administration américaine qui milite en faveur d'une baisse des taux d'intérêt. De l'avis du sous-conseiller, les perspectives de la Fed sont donc incertaines.

Il y a plus de consensus au Canada, où la faiblesse de l'économie a commencé à se stabiliser, malgré une récession technique. De l'avis du sous-conseiller, le rebond d'avril est une correction plutôt qu'une reprise. Le marché de l'emploi est faible, l'investissement des entreprises poursuit sa baisse en raison des tarifs douaniers et des incertitudes entourant l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, le cycle de rétablissement des prêts hypothécaires ralentit et l'inflation de base donne à la Banque du Canada la marge de manœuvre nécessaire pour assouplir sa politique monétaire. Le sous-conseiller estime que la Banque du Canada pourrait réduire son taux directeur avant la fin de l'année, probablement de 25 points de base.

Renonciation de responsabilité

Les commentaires portant sur l'information propre à certaines sociétés ainsi que sur les achats et ventes ont été communiqués par le gestionnaire de fonds. Gestion de placements Canada Vie limitée décline toute responsabilité à l'égard de toute perte ou de tout dommage, de quelque nature que ce soit, qui découle directement ou indirectement de l'utilisation, à bon ou à mauvais

Revenu fixe Counsel, série A

escent, de l'information contenue dans le présent document ou de toute erreur ou omission dans ce document. Les données qui figurent dans le présent commentaire ne sont fournies qu'à titre indicatif et, sauf indication contraire, avaient cours au 30 juin 2026.

Les opinions exprimées dans ce commentaire n'engagent que ce gestionnaire de fonds à la date de publication et peuvent changer sans préavis. Ce commentaire n'est présenté qu'à titre d'information générale et n'a pas pour but d'inciter le lecteur à acheter ou à vendre des placements précis ni de fournir des conseils fiscaux ou juridiques. Les investisseurs potentiels devraient passer en revue les documents de placement avant de prendre la décision d'investir et devraient consulter leur conseiller en fonction de leur situation particulière.

Le contenu de ce commentaire (soit les faits, les perspectives, les opinions, les recommandations, les descriptions de produits ou titres ou les renvois à des produits ou titres) ne doit pas être utilisé ni interprété comme un conseil en matière de placement, ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat, une promotion, une recommandation ou le parrainage d'une entité ou de tout titre mentionné. Bien que nous nous efforcions d'en assurer l'exactitude et l'exhaustivité, nous déclinons toute responsabilité quant à son utilisation.

Ce document pourrait renfermer des renseignements prospectifs faisant état de nos attentes actuelles ou de nos prévisions ou de celles de tiers. Les renseignements prospectifs sont, en raison de leur nature intrinsèque, assujettis, entre autres, à des risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats indiqués aux présentes. Ces risques, incertitudes et hypothèses comprennent, sans s'y limiter, les conditions générales économiques, politiques et des marchés, les taux d'intérêt et de change, la volatilité des marchés boursiers et financiers, la concurrence commerciale, les changements technologiques, les changements sur le plan de la réglementation gouvernementale, les changements relatifs aux lois fiscales, des poursuites judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas accorder une confiance indue aux renseignements prospectifs. L'information prospective contenue dans le présent document n'est à jour qu'au 30 juin 2026. Il ne faut pas s'attendre à ce que ces renseignements soient mis à jour, complétés ou révisés pour quelque motif que ce soit, en raison de nouveaux renseignements, de nouvelles circonstances, d'événements futurs ou d'autres faits.

Rien ne garantit que les cibles de rendement ou de volatilité du fonds seront atteintes sur un horizon temporel donné. Les rendements et la volatilité ciblés devraient être évalués en fonction de la période indiquée et non de périodes plus courtes. Les rendements ciblés ne sont pas des rendements réels et ne doivent pas être considérés comme une indication des rendements réels ou futurs.

Les fonds communs de placement peuvent donner lieu à des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas garant de leur rendement futur.

Les portefeuilles Counsel sont gérés par Gestion de placements Canada Vie limitée. Ils sont distribués par les Services d'investissement Quadrus ltée, IPC Gestion du Patrimoine et IPC Valeurs Mobilières; ils peuvent être offerts par d'autres courtiers autorisés au Canada.

Revenu fixe Counsel, série A

¹Les pondérations de la répartition d'actifs ci-dessus correspondent à la répartition neutre du fonds et peuvent différer de la répartition actuelle. La répartition neutre peut comprendre une combinaison d'actions, de titres à revenu fixe et de titres conçus pour suivre un indice boursier ou d'autres titres. Gestion de placements Canada Vie Itée, le gestionnaire de portefeuille du fonds, peut, à sa discrétion, modifier la répartition sans préavis. ²Les titres en vigueur du portefeuille sont détenus soit directement, soit par l'entremise d'un fonds commun de placement sous-jacent. Les répartitions d'actifs sont exprimées en pourcentage de la valeur liquidative du fond. Les titres individuels détenus par les FNB ne sont pas indiqués dans les listes des principaux titres des fonds. Pour les rapports des fonds du marché monétaire : Le rendement actuel est un rendement historique annualisé basé sur la période de sept jours se terminant à la date indiquée ci-dessus et ne représente pas le rendement réel sur un an. Pour obtenir des informations sur le fonds ou tout autre fonds Counsel sous-jacent, veuillez lire l'aperçu du fonds, le prospectus simplifié ou tout autre rapport avant d'investir. Ces documents sont accessibles au www.counselportfolios.ca/fr-ca. Toutes les marques de tiers sont utilisées avec autorisation.

Remarque : Occasionnellement, une valeur négative peut être déclarée pour les avoirs en caisse reflétant la vente de titres ou les opérations de rachat qui n'ont pas été réglées à la fin du mois.

La distribution du tableau, des normes visant les antécédents et des rapports à court terme n'est pas autorisée sans l'inclusion du rapport à long terme du profil de fonds. Les fonds communs de placement peuvent être associés à des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion et autres dépenses. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les données sur le rendement fournies supposent le réinvestissement des distributions et ne tiennent pas compte des frais de vente, de rachat, de distribution et d'autres frais facultatifs ni des impôts sur le revenu payables par le porteur de titres qui contribueraient à réduire les rendements. Les fonds communs de placement ne sont pas couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada ni par tout autre assureur ou organisme gouvernemental. Rien ne garantit que le fonds maintiendra le montant de la valeur liquidative par part ou que le montant total de votre investissement dans le fonds vous sera restitué. Le rendement antérieur n'est pas garant de l'avenir. Les rapports produits à l'aide de ce site Web sont fournis à titre d'information seulement. Gestion de placements Canada Vie Itée, ses filiales, ses représentants et les tiers fournisseurs de contenu ne garantissent pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité du présent site Web ou de son contenu, et ne peuvent pas être tenus responsables des décisions de placement, des dommages ou d'autres pertes résultant de l'utilisation du présent site Web ou de son contenu. Le relevé périodique préparé et envoyé par la société de fonds communs de placement est le seul véritable rapport sur la valeur des parts. Les portefeuilles Counsel sont gérés par Gestion de placements Canada Vie limitée. Ils sont distribués par les Services d'investissement Quadrus Itée, IPC Gestion du Patrimoine et IPC Valeurs Mobilières; ils peuvent être offerts par d'autres courtiers autorisés au Canada.